

Vaucluse santé attractivité : le département poursuit son parcours de santé



Vaucluse Provence Attractivité, l'agence de développement économique et touristique du conseil départemental de Vaucluse, vient de lancer Vaucluse santé attractivité. La démarche, menée en partenariat avec les institutions phares du secteur de la santé, vise à faciliter l'installation de médecins généralistes dans le département. Une initiative inédite dans la région qui s'inscrit dans la dynamique déjà engagée par le Conseil départemental dans le secteur de la santé.

« La santé ce n'est peut-être pas une compétence du Département, mais c'est une préoccupation des Vauclusiens. Aujourd'hui, c'est même un sujet qui est passé devant les problèmes de sécurité », a insisté <u>Dominique Santoni</u>, présidente du Conseil départementale de Vaucluse lors du lancement de Vaucluse santé attractivité.

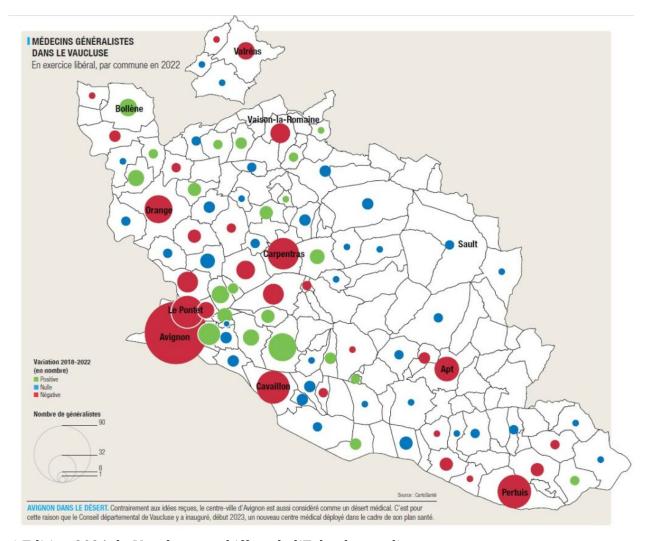
Ce nouvel outil est destiné a attiré des médecins généralistes dans le département afin d'anticiper l'accélération de la baisse du nombre de médecins sur l'ensemble du territoire français. Une pénurie de



Ecrit par Laurent Garcia le 23 avril 2024

praticiens qui s'explique par le non-remplacement de médecins souvent isolés, la dureté de la profession, la disponibilité qu'elle exige et le numérus clausus qui, jusqu'en 2021, a limité le nombre de médecins diplômés.

Si la situation n'est pas plus mauvaise en Vaucluse (avec plus de 80 médecins pour 1 000 habitants, le nombre de généralistes est équivalent à la moyenne nationale), il faut notamment anticiper les changements démographiques à venir. « La population des plus de 75 ans devrait augmenter de 30% d'ici 2050, rappelle <u>Loïc Souriau</u>, directeur de départemental de l'ARS (Agence régionale de santé). Il y aura donc de fort besoins en matière de santé. »



©Edition 2024 du Vaucluse en chiffres de l'Echo du mardi

Plus de 5 000 Vauclusiens ont déjà retrouvé un médecin-traitant

Une réalité que le Département a anticipée avec le lancement d'un Plan santé qui fait notamment <u>du Vaucluse un pionnier en matière de télémédecine</u>, comme <u>à Apt notamment</u>. Ce plan ce décline également par l'embauche, directement par le Conseil départemental de Vaucluse, de médecins qui, ainsi



déchargés des fonctions administratives, peuvent se consacrer exclusivement à la patientèle dans des lieux spécifiquement dédiés.

Le déploiement de ces centres du réseau départemental de santé a débuté sur Avignon avec <u>l'ouverture</u> d'un cabinet en haut de la place de l'Horloge début 2023. L'opération s'est poursuivie avec <u>la création</u> d'un centre à Cadenet. Pour l'instant, l'initiative a permis le recrutement de 9 médecins généralistes dont <u>le dernier est implanté dans l'Edes (Espace départemental des solidarités) d'Apt</u> depuis décembre dernier. De quoi déjà permettre à plus de 5 000 Vauclusiens de retrouver un médecin traitant durant l'année écoulée.

« Nous sommes en phase d'embauche de deux généralistes supplémentaires, annonce Dominique Santoni. Nous allons aussi bientôt mettre en service un cabinet médical itinérant dans un bus sur le plateau de Sault. »

A lire également : Le Département de Vaucluse récompensé pour sa campagne de recrutement de médecins

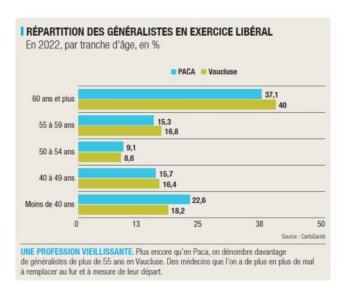
Cibler les généralistes libéraux

Prochaine étape de ce plan santé : renforcer l'attractivité du Vaucluse auprès des médecins généralistes exerçant exclusivement en libéral. Une 'espèce' rattrapée par l'âge qui a tendance à se raréfier puisque 40% d'entre eux avait plus de 60 ans en 2022 en Vaucluse.

Pour autant chaque année, quelques milliers de médecins fraîchement diplômés cherchent à s'établir et privilégient de plus en plus le besoin de trouver un équilibre entre vie professionnelle et personnelle.

Parmi eux, ils sont nombreux à vouloir opter pour un rythme de travail allégé, différent de celui de leurs ainés. Disposant de nombreux atouts pour les accueillir (qualité de vie, accessibilité, territoire à taille humaine), le Département entend donc capitaliser sur le savoir-faire de Vaucluse Provence attractivité (VPA) dans l'accueil des entreprises sur notre territoire. Objectif : dupliquer ce modèle sur celui de la santé.





	NOMBRE DE GÉNÉRALISTES	VARIATION 2018-2022 (NOMBRE)	TAUX DE FÉMINISATION (%)	PART DES 60 ANS ET PLUS (%)
Alpes-de-Haute- Provence	164	-20	36	47,6
Hautes-Alpes	185	+20	50,3	22,2
Alpes-Maritimes	1 225	-56	41	38,9
Bouches-du- Rhône	2 204	-93	43,3	34,5
Var	1 088	-22	37,8	40,2
Vaucluse	477	-45	41,5	40
Région	5 343	-216	41,5	37,1
France	56 390	-2 825	44,3	32

© Edition 2024 du Vaucluse en chiffres de l'Echo du mardi

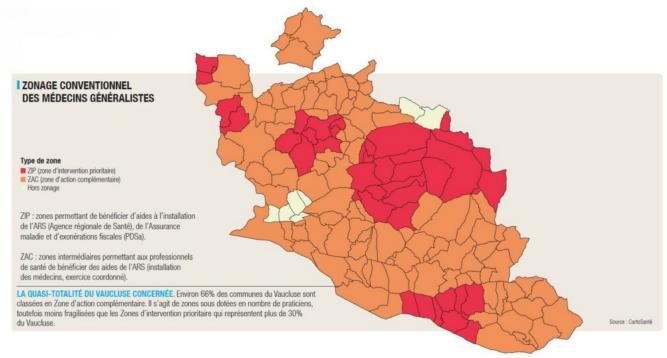
« Cela raisonne effectivement avec tout ce que nous faisons », complète <u>Cathy Fermanian</u>, directrice générale de VPA a qui les différents partenaires (<u>ARS Paca</u>, <u>Région Sud</u>, <u>Département de Vaucluse</u>, <u>Ordre des médecins de Vaucluse</u>, <u>CPAM 84</u> et <u>MSA Alpes-Vaucluse</u>) ont confié le pilotage de cette structure dotée dans un premier temps d'un budget de 100 000€.

Une mission prise en charge par <u>Charlotte Reungoat</u>, cheffe de projet de Vaucluse santé attractivité, qui sera l'interlocutrice référente du dispositif. Cette dernière interagira ainsi avec les membres pour définir les cibles, et mettre en place des actions votées par les partenaires.

Un guichet unique pour la santé

« Il manquait quelqu'un qui soit à la croisée des chemins, reconnaît Isabelle Gueroult, vice-présidente du Conseil de l'ordre des médecins de Vaucluse. Car nous avons beaucoup de remplaçants qu'il faut aider à s'installer définitivement dans notre département. Nous avons aussi des médecins retraités qui ne veulent pas abandonner leur patientèle. Enfin, nous ne sommes pas un département universitaire, mais nous devons aussi trouver des MSU (Maîtres de stage universitaire) habilités à encadrer le plus grand nombre d'internes pour, pourquoi pas, les inciter ensuite à s'implanter chez nous. L'essentiel c'est que nous ayons suffisamment de praticiens pour éviter au maximum les renoncements aux soins. »





©Edition 2024 du Vaucluse en chiffres de l'Echo du mardi

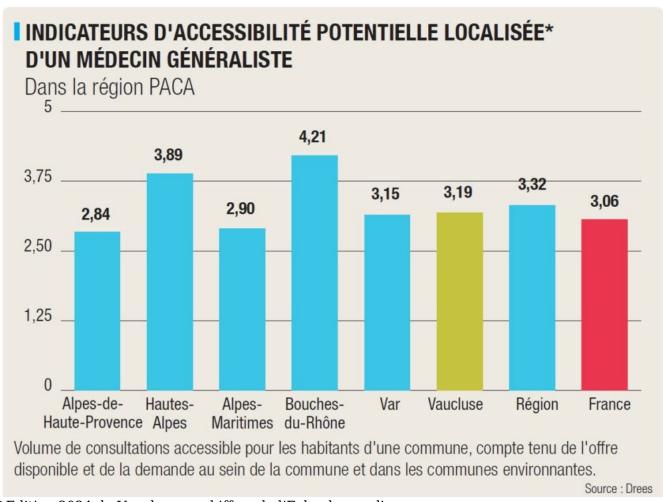
Même soucis d'attractivité pour Catherine Surroca, médecin coordonnateur régional et médecin conseil chef à la MSA Alpes-Vaucluse dont les deux tiers des adhérents sont Vauclusiens : « Il faut venir nos jeunes médecins dans nos campagnes. »

« Il y a des aides et Vaucluse santé attractivité devrait permettre d'y voir plus clair », complète le directeur départemental de l'ARS qui finance notamment actuellement les bourses mensuelles de 6 internes en Vaucluse.

Financement : la CPAM 84 en première ligne

Et des dispositifs d'aides il n'en manque pas rappelle <u>Sophie de Nicolaï</u>, directrice de la CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) de Vaucluse qui remboursé 172M€ d'actes médicaux l'an dernier : « Il y a des aides pour dégager du temps d'expertise médicale en finançant les postes permettant de décharger les médecins des tâches administratives pour qu'ils se consacrent à leurs patients. Cela concerne 70 postes en Vaucluse. Il y a aussi des aides à l'installation dans les zones moins dotées pouvant aller jusqu'à 50 000€ (16 médecins en ont bénéficié). »





©Edition 2024 du Vaucluse en chiffres de l'Echo du mardi

La CPAM 84 participe aussi à la formation des praticiens à hauteur de 5 000€. Elle met aussi en place un contrat de transition destiné à soutenir (jusqu'à 10% des honoraires annuels) les médecins qui préparent leur cessation d'activité en accueillant et accompagnant un médecin nouvellement installé dans leur cabinet (1 médecin actuellement en Vaucluse).

Dans cette logique, la CPAM apporte aussi une aide aux médecins qui interviennent hors du périmètre de leur cabinet (jusqu'à 25% des honoraires réalisés hors secteur). Enfin, la Caisse vauclusienne a soutenu les structures constituée de plusieurs professionnels de santé à hauteur de 2M€ pour les CTPS (Communauté professionnelle territoriale de santé) et 2M€ pour les MSP (Maison de santé pluriprofessionnelle)

Des délais de plus en long

Tout cela, ne doit pas faire oublier que les délais d'accès aux plateaux techniques médicaux sont de plus en plus longs. « Radio, imagerie médicale, rendez-vous avec des spécialistes... cela se tend », constate la directrice de la CPAM.

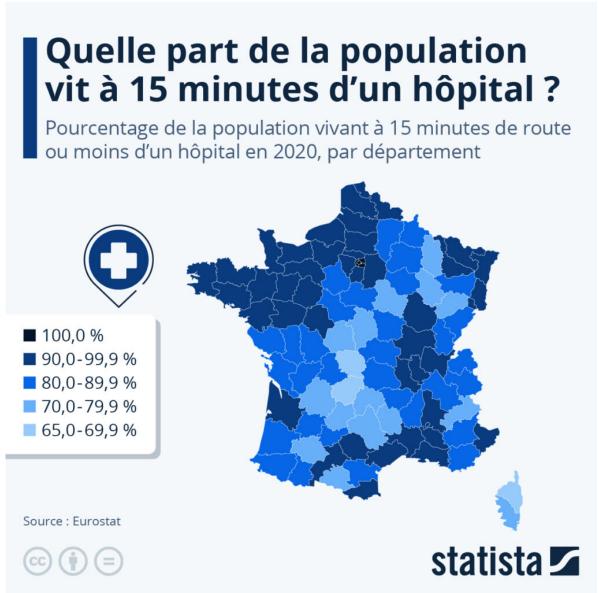


L'ouverture prochaine d'un Centre médical de soins non programmés à Carpentras et l'Isle-sur-la-Sorgue devrait apporter une partie de solution. Ces structures intermédiaires, entre la médecine générale et des services d'urgence surchargés, doivent permettent la prise en charge de pathologies nécessitant un plateau technique (matériel de suture et d'immobilisation, biologie, imagerie médicale, médecine de spécialité).

Dans tous les cas, pour faire face aux enjeux des nombreux départs en retraite, aux déserts médicaux, à la sédentarisation des remplaçants ou bien encore à l'accueil des internes il n'existe pas de recette miracle. Seule la multiplication des solutions devrait être en mesure de lutter contre une pénurie de médecin.

« C'est pour cela que nous sommes ravis de cette initiative collective au service de la santé des Vauclusiens, se félicite Isabelle Gueroult, la représentante du Conseil de l'ordre des médecins de Vaucluse.





© Statista

Une démarche collective inédite

« Nous ne sommes pas en concurrence avec les autres acteurs de la santé, insiste Dominique Santoni. Au contraire, nous sommes complémentaires afin de renforcer l'offre de santé dans notre département. » « Il s'agit effectivement d'une démarche combinée inédite sur un sujet majeur concernant tous les territoires de l'Hexagone, confirme <u>Pierre Gonzalvez</u>, président de VPA, vice-président du Conseil départemental et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue.

Même enthousiasme pour <u>Gilles Ripert</u>, conseiller régional de la Région Sud et président de la CCPAL (Communauté de communes Pays d'Apt-Luberon), qui souligne « la mise en place de cette stratégie



collective qui permet aux Vaucluse d'être un département-pilote en la matière dans la Région Sud.

« La Région veut d'ailleurs être un des chefs de file dans la mise en place des politiques de santé, poursuit Gilles Ripert. Pour cela, nous voulons nous appuyer tout particulièrement sur les collectivités locales. C'est dans ce cadre que nous avons mis en place une enveloppe régional d'un montant de 295M€ destinée, entre autres, à lutter contre les déserts médicaux ainsi qu'à moderniser les établissements de santé. »

Dans ce cadre, le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi consacré 4M€ afin de participer aux financements de 22 maisons de santé en Vaucluse ainsi que 635 000€ en aides aux généralistes du département.



Loïc Souriau, directeur de départemental de l'ARS lors de la signature des partenaires à l'occasion du lancement de vaucluse santé attractivité. © Alain Hocquel

Les généralistes avant les spécialistes ?

« Dans un premier temps, nous devons montrer que nous sommes tous des facilitateurs, précise la cheffe de projet de Vaucluse santé attractivité. Pour cela, nous allons structurer l'offre du territoire et promouvoir les postes vacants aux niveaux régional et national via différents outils de communication (plaquette et portail web), aller à la rencontre de prospects lors d'évènements dédiés au recrutement et d'accompagner les professionnels dans leur installation. »



« Nous allons nous concentrer sur les généralistes dans un premier temps, mais nous pourrons aussi accompagner des spécialistes si l'occasion se présente », poursuit Charlotte Reungoat. Cependant, vu les défis à relever en raison du nombre de médecins 'sur le marché', l'objectif de l'ensemble des partenaires sera déjà d'essayer de maintenir le maillage actuel en Vaucluse plutôt que de le densifier.

Laurent Garcia

« Être au plus près des populations qui en ont besoin en ayant un rôle social et médical » : rencontre avec le docteur Virginie Issautier, médecin généraliste sur la rocade à Avignon ainsi qu'en milieu rural à Violès, qui évoque auprès de Vaucluse santé attractivité pourquoi avoir choisi le Vaucluse où elle exerce depuis 15 ans.